



Bilatérale DCSCA du 16 février 2023

Une nouvelle mandature mais des problèmes qui perdurent...

Une délégation **FORCE OUVRIERE FO** a été reçue par le directeur central du commissariat des Armées le 16 février 2023.

Celle-ci était composée de Béatrice RIZZO, GSBdD Marseille et Olivier HUSSARD, GSBdD Nancy.

Les discussions concernant la LPM semblent âpres au sein du MINARM sur fond d'augmentation du budget à hauteur de 400 milliards d'euros. Le DCSCA a rappelé ses priorités qui s'articulent principalement autour de l'augmentation du budget dédié à l'infrastructure des restaurants et de certains entrepôts logistiques (GS Socles et Eloca de Roanne et Châtres).

Le DCSCA nous informe avoir obtenu une rallonge budgétaire de 74 millions au titre de 2023, qui permettra notamment la réfection de certains restaurants en régie tant la vétusté de certains bâtiments est préoccupante. La planification des constructions des nouveaux mess qui est retardée depuis des années pourrait s'accélérer. **FO** ne peut que se féliciter de l'amélioration du cadre vie des agents facteurs d'amélioration de la QVT.

Concernant l'augmentation de quelques 300 ETP évoquée lors du dernier CTR de décembre, ils devraient à peine compenser les baisses d'effectifs prévues et liées au différentes manœuvres RH (concessions, ...).

■ Concessions de restaurants

FO a interpellé le DCSCA sur une nouvelle rumeur circulant à nouveau dans les couloirs de l'EDA et qui ferait état d'une

nouvelle vague de concessions. Le démenti du directeur central a été clair : en l'état actuel et sauf directives politiques contraires, il n'y aura pas de nouvelles concessions.

L'exercice ORION qui concerne 24 GSBdD est la plus belle illustration de ce que nous dénonçons depuis plusieurs années. Il devrait solliciter notamment des services RHL déjà durement éprouvés. Les soutenus vont devoir s'habituer à manger en mode dégradé. Les limites de la concession semblent d'ores et déjà atteintes ; au-delà, c'est donc les capacités opérationnelles du SCA dans le domaine de la restauration qui seront atteintes.

FO a demandé qu'un rappel soit fait aux AMR concernées par les concessions pour que la communication faite aux agents tentés par une MALD soit claire : **En cas d'annulation de la MALD et de retour au SCA, l'agent ne pourra plus bénéficier du Plan d'Accompagnement des Transformations.**

Pour **FO**, le reclassement en interne SCA doit être la priorité et la MALD la dernière solution à proposer aux agents.

■ Recrutement

Suite aux dernières annonces de SRHC, **FO** a interpellé le DCSCA pour connaître sa position sur le recrutement de militaire du





COMPTTE REIN

rang sur des postes de catégories B via l'article 4139-2 en attirant l'attention sur les difficultés de cohésion et managériales au sein du service qui pourraient en découler. Le SCA n'a pas pour l'heure l'intention de procéder à de tels recrutements et ne serait pas concerné suite aux conditions imposées par SRHC.

■ LDG

FO s'est insurgée contre des directives de gestion qui seraient données en off par le SCA visant à écarter les dossiers des agents trop âgés pour des avancements de grade et des promotions de corps, au motif qu'il n'y aurait pas de « retour sur investissement ».

Face au démenti du SCA, **FO** a demandé qu'un état lui soit transmis au regard des derniers tableaux d'avancement.

Pour **FO**, si cet état de fait était vérifié, il serait inconcevable que les agents soient bons pour travailler jusqu'à 64 ans mais trop vieux à 58 ans pour bénéficier d'un avancement ! Cette directive de gestion viendrait également se télescoper avec les beaux discours sur la Qualité de Vie au Travail et sur les parcours professionnels. Pour **FO**, c'est l'attractivité du SCA et la fidélisation du personnel qui pâtirait d'une telle gestion RH. Quant à sa valeur éthique et déontologique...

■ Groupe de travail sur les conducteurs

Les élus **FO** ont de nouveau remercié le SCA pour la mise en place de ce GT. Cependant, **FO** a une nouvelle fois rappelé que le SCA employeur n'avait que peu d'actions sur une problématique plus d'ordre statutaire que d'organisation. Il est fort à parier qu'en l'état, les conclusions de ce GT s'apparentent à un sparadrap sur une jambe de bois.

La solution ne passera que par une réelle prise en compte de ce dossier par la DRH-MD en lien avec la DGAFP. **FO** travaille à ce niveau car c'est le BON niveau. Le mouvement de grève de nos camarades du GSBdD d'Angers - Le Mans - Saumur a permis de « réveiller » l'administration sur ce sujet récurrent : maintenant ils

souhaitent comme nous des avancées sociales.

■ Télétravail

Même si **FO** a souligné l'engagement fort de la DCSCA dans la mise en place du télétravail, il apparaît que des difficultés subsistent par endroit, notamment liées au déploiement des clés Token.

Conscient de ce problème, le SCA travaille sur une meilleure répartition des clés existantes plutôt que sur une attribution complémentaire.

■ Adossement

FO a souhaité un point de situation sur l'adossement de certains GSBdD.

Pour le DCSCA, les adossements sont en partie finalisés hormis celui de Belfort au GS de Besançon. A la question sur le devenir du GS de Saint Christol, la réponse a été claire : pas de fusion avec celui de Marseille... pourquoi ? du fait de la particularité des formations d'emploi soutenues. Nous rappelons que le GS de Marseille soutient des formations de la légion étrangère.

FO a alerté le SCA sur les difficultés qui pourraient résulter de cet adossement « dérogatoire » en termes de gestion des moyens et qui va à l'encontre de la règle établie : une BdD = un GSBdD.

Quant à la question de savoir si ces mesures transitoires liées rappelons-le, au sous-effectif de personnel militaire avaient vocation à perdurer dans le temps, la réponse du DCSCA a été quelque peu évasive.

■ Parcours professionnel

FO a remercié la DCSCA pour sa volonté d'offrir de vrais parcours professionnels aux personnels civils du service. Cependant, **FO** aurait aimé que les belles paroles se traduisent par des faits à l'instar du parcours professionnel des militaires.

A quoi bon encourager les agents à présenter des concours ou des examens professionnels pour s'entendre dire qu'ils vont devoir quitter le service en cas de réussite car le service est incapable de





COMPTTE REIN

trouver un poste en adéquation avec leurs aspirations professionnelles et personnelles. Ces mots sont difficilement entendables dans un service de soutien civilianisé à hauteur de 50%.

Pour le DC, le principal frein aux parcours professionnels du personnel civil est lié au fait que ceux-ci seraient moins mobiles que les militaires. Il encourage ces mêmes agents à aller travailler dans d'autres services pour enrichir leur culture.

Laissez partir nos meilleurs agents ailleurs en espérant qu'ils reviennent, le pari est risqué et pour **FO**, une telle gestion RH des parcours pro n'est pas de nature à renforcer l'attractivité du service.

FO a alerté le DCSCA sur la baisse du nombre de poste de chef d'établissements ouverts au personnel civil et à l'impact sur les postes de directeurs territoriaux.

■ Réinternalisation de l'ADP, suite et pas fin

Comme évoqué lors du dernier CTR de 2022, le DCSCA a rappelé qu'aucune décision n'était prise mais que les expérimentations en cours continuaient. Ces propos ont été corroborés par différentes communications de la direction centrale qui avaient sans doute pour but de calmer les velléités de certains.

Pour **FO**, il est important que le SCA parle d'une seule et même voix. La communication sur ce dossier particulièrement anxiogène pour les agents se doit d'être irréprochable. Les récentes informations contraires, surtout quand elles proviennent des plus hauts échelons du service ont des effets dévastateurs sur un moral des agents déjà bien éprouvé. Pour **FO**, c'est trop long. Expérimentation ADP, expérimentation centralisation des saisies complexes ; au final, que des mécontents, les agents qui se sentent rabaissés et les administrés qui n'ont plus d'interlocuteur pro-actif de proximité. C'est l'ère de la QVT au armées !!

Quant à l'idée d'accentuer le contrôle interne, de l'aveu même des agents, ceci est totalement illusoire. Comment contrôler avec efficience une donnée qui ne nous appartient pas ?

■ Clap de fin pour l'art d'un savoir-faire made in SCA ?

Il y a peu, le magazine « Soutenir » faisait l'éloge de la fonction impression la reléguant au rang d'Art qui s'articulait autour de 3 imprimeries nationales mais aussi de 14 points impressions rattachés à des GSBdD. L'existence même de ces ateliers de reprographie était dictée par un souci de proximité et de réactivité pour des missions au profit de formation interarmées. Pourtant, le point d'impression du GSBdD de Bordeaux, malgré du matériel de pointe, malgré du personnel qualifié dont un recruté récemment, malgré un carnet de commande rempli au profit de toutes les unités de la BDD est supprimé en 2024.

A la demande des camarades de Bordeaux, les élus **FO** ont interpellé le SCA sur les raisons de cette ineptie en termes de service rendu et en termes de perte de savoir-faire.

Pour le SCA, la demande est liée à l'existence de ces ateliers qui nécessiteraient des investissements onéreux. En conclusion, plus de point d'impression, plus de demande ; les soutenus apprécieront la qualité du service rendu.

Le DCSCA a donc annoncé que tous les points d'impression avaient vocation à disparaître au grès des départs naturels.

L'activité sera transférée sur les 3 imprimeries nationales.

FO ne peut que déplorer cette vision centralisée de cette fonction dont la force était d'être au plus près des soutenus.

Et que penser de la gestion des compétences de ces professions hyper spécialisées ? Quand va ton fermer la boutique ? à un départ naturel ? à deux départs naturels ?

■ GAETAN

Comme annoncé lors du dernier CTR, l'équipe projet de ce SI est composée d'environ 8 agents et le déploiement de l'application continue avec un objectif fixé à 2027. Le DCSCA a néanmoins rappelé que cet outil ne serait déployé que pour les organismes du SCA.





FO se satisfait du déploiement de l'application GAETAN à qui certaines rumeurs promettaient un destin funeste. Cependant, **FO** rappelle qu'elle est favorable à de nouveaux SI que s'ils améliorent les conditions de travail des agents et qu'ils ne sont pas synonymes de destruction d'emploi.

■ GHECO

FO avait déjà interpellé le SCA sur la mise en place à marche forcée du SI logistique GHECO, notamment au GSBdD de Brest. Les élus **FO** ont à nouveau fait part au DCSCA de témoignages d'utilisateurs de cet outil qui laisse apparaître une utilisation complexe, plus chronophage que le SI précédent et peu adapté à de gros organismes.

Le commissaire Jacob s'est voulu rassurant en justifiant l'utilisation de GHECO par la maîtrise de la logistique « de bout en bout » et en indiquant que le système était évolutif.

■ Mise en œuvre de l'accord-cadre sur le temps de travail au CIMCI

FO a une nouvelle fois interpellé la DCSCA sur l'application pour le moins fantasmé de

l'accord cadre ARTT au CIMCI. **FO** demande l'application de la réglementation.

■ Avenir du SCA

Les élus **FO** ont souhaité revenir sur une rumeur qui renait de ses cendres. A l'heure ou d'autres service de soutien voient rejaillir le spectre du Service à Compétence Nationale, le DCSCA a démenti fermement cette perspective pour le SCA.

Un constat amer de déjà entendu lors de cette bilatérale : un chemin pavé de bonnes intentions du DCSCA mais qui ne sont pas suivies d'actions dans la VRAIE vie.

Malgré un dialogue social de bonne qualité avec un directeur central du commissariat soucieux de son service et de son personnel, force est de constater que les difficultés des agents perdurent. Le fossé semble se creuser entre la perception de la DCSCA et le travail quotidien des agents.

Paris, le 20 février 2023

